

Trente minutes pour transmettre leurs idées

BIENNE Organisé à la manière d'un «speed dating», le podium électoral de mercredi soir a vu s'enchaîner trois débats. Les candidats n'avaient que peu de minutes pour convaincre.

PAR JULIE GAUDIO

L'atmosphère était plutôt détendue et studieuse durant les débats organisés mercredi soir au rez-de-chaussée du Centre de la communication de Bienne. A l'occasion des élections fédérales du 20 octobre prochain, les médias du groupe Gassmann (dont fait partie Le JdJ) ont organisé un podium électoral avec des candidats des régions germanophone et francophone, en lice pour les deux chambres du parlement fédéral (voir encadré).

Les candidats romands au Conseil national se sont affrontés autour de deux thèmes: la représentativité francophone au parlement et le climat. «Est-ce important selon vous d'avoir un député romand représentant le canton de Berne sous la Coupole? Si oui, seriez-vous prêt à voter pour un autre parti?» a demandé d'emblée Julien Grindat, directeur des rédactions convergentes, qui animait le débat. Si tous les candidats ont répondu par l'affirmative à la première question, les réticences se sont fait sentir à la suivante pour certains. Sébastien Flury (PVL) a affirmé qu'il ne serait pas prêt à donner sa voix à «un climatoseptique», tout en regardant son voisin, Manfred Bühler (UDC), qui siège actuellement sous la Coupole.

Urgence climatique?

Concernant le thème du climat, si (presque) tous les candidats admettent qu'il y a une urgence, excepté le député UDC, les solutions proposées divergent. Christine Bühler (PBD)



Les candidats francophones de la région au Conseil national se sont affrontés dans un débat de 30 minutes. PETER SAMUEL JAGGI

souhaite par exemple taxer les grosses voitures qui consomment: «A la campagne, on a certes besoin d'une voiture, mais pas de grosses cylindrées», a-t-elle affirmé. Sébastien Flury souhaite quant à lui encourager la mobilité à la campagne via le train et le covoiturage. Pour Tom Gerber (PEV), la lutte contre le réchauffement climatique doit «commencer chacun chez soi», par des petits gestes simples, comme privilégier le train ou le vélo. La responsabilité n'est pas qu'individuelle, pour Sandra Roulet Romy (PS): «Il faut cesser les importations d'énergie fossile». Si le jeune Nicolas Rubin (PLR) reconnaît l'urgence climatique, il argue

«qu'il ne faut pas paniquer mais prendre le temps de réfléchir à des solutions efficaces». Moussia de Watterville (Les Verts) va encore plus loin en déclarant que l'urgence est aussi environnementale. Pour elle, il faut écouter les universitaires: «On a des cerveaux, faisons leur confiance!» Mohamed Hamdaoui (PDC) est convaincu que la Suisse doit «donner l'exemple» en aidant notamment les habitants des pays du Sud (comme le Brésil) à trouver des solutions contre cette urgence climatique. «Faisons de la Suisse, non pas une île, mais un phare!» A l'inverse, Manfred Bühler est d'accord pour taxer les billets d'avion, à condition que la Suisse ne soit

pas le seul pays à le faire. Avec huit candidats durant 30 minutes, il était difficile d'en dire plus. Cela a-t-il été assez pour convaincre? Pour cer-

tains spectateurs, assurément, et une phrase de travers suffisait parfois pour que le nom d'un candidat soit biffé de la liste qu'ils s'étaient faite.

Un podium, trois débats

Pour le débat francophone du Conseil national ont pris part les candidats suivants: Christine Bühler (PBD, Tavannes), Manfred Bühler (UDC, Cortébert), Sébastien Flury (PVL, Corgemont), Tom Gerber (PEV, Reconvilier), Mohamed Hamdaoui (PDC, Bienne), Sandra Roulet Romy (PS, Malleray), Nicolas Rubin (PLR, Moutier) et Moussia de Watterville (Les Verts, Tramelan). Il était animé par Julien Grindat, directeur des rédactions convergentes du groupe Gassmann. Sept candidats germanophones au National de la région du Seeland se sont également affrontés dans un débat animé par Tobias Graden, journaliste au «Bieler Tagblatt». Enfin, le troisième débat a opposé six candidats au Conseil des Etats et il était animé par Bernhard Rentsch, membre de la rédaction en chef. Les débats se sont conclus par un apéritif. JGA

Oui aux panneaux en deux langues

BERNE

Le Conseil national accepte une motion de Manfred Bühler sur le bilinguisme.

Il devrait y avoir des panneaux de signalisation en deux langues sur les autoroutes de localités bilingues. Le Conseil national a accepté par 149 voix contre 34 une motion de Manfred Bühler (UDC/BE). Pour le Conseil fédéral, il n'est pas nécessaire de modifier la loi. Au début de cette année, la Ville de Bienne a obtenu l'accord de la Confédération pour des panneaux en français sur le contournement autoroutier de l'A5. Pour le député bernois, cette mesure devrait être généralisée dans les localités bilingues ou dont la minorité linguistique représente au moins 30% de la population.

Facteur identitaire

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a reconnu qu'on avait affaire à un facteur identitaire important pour la population locale. Reprenant l'exemple de Bienne, elle estimait cependant que la demande de la Ville avait pu être satisfaite de manière pragmatique et souple sans passer par une loi. En vain. Le Conseil des Etats doit encore se prononcer. ATS



L'affichage monolingue avait suscité l'ire des Biennois. A

Un nouveau site pour le camping TCS

GAMPELEN La commune est disposée à analyser la faisabilité du projet.

Les parcelles proposées comme site de remplacement par le canton de Berne pour le camping TCS de Gampelen (Champion) seront examinées à l'aune de la législation sur l'aménagement du territoire. C'est ce qu'ont convenu le TCS, la commune et le canton, propriétaire foncier.

En vertu d'un jugement du Tribunal administratif cantonal du 8 décembre 2017, le Conseil exécutif doit s'assurer que le maintien du camping TCS de Gampelen dans la réserve naturelle du Fanel respecte les dispositions juridiques en vigueur sur la protection de la nature et du patrimoine. Vérifications faites, il a décidé de ne pas renouveler le droit de superficie et les contrats de

baill du camping qui expirent en 2024.

Terrain de remplacement

Au printemps 2018, le gouvernement bernois a commencé à rechercher une solution avec les associations de protection de la nature et le TCS. Fin août 2018, les parties ont signé un accord pour poursuivre l'exploitation du camping jusqu'à la fin de 2024. Dans cet accord, le canton propose au TCS, comme site de remplacement à Gampelen, un terrain de sa propriété constitué de deux parcelles situées entre le Reckholdern et la fondation Tannenhof.

Localisées en dehors du Fanel, elles se trouvent en partie dans un espace d'utilité publi-

que et en zone agricole.

En août 2019, le TCS a signalé son intérêt pour un examen approfondi du site de remplacement. La commune de Gampelen est disposée à analyser la faisabilité du projet. Elle déposera donc une demande préalable auprès de l'Office cantonal des affaires communales et de l'organisation du territoire en s'appuyant sur les ébauches de projet du TCS.

Des questions à clarifier

Cette demande déclenchera les vérifications nécessaires auprès des nombreux services compétents de la Confédération et du canton. Le but est de clarifier toutes les questions concernant le changement de zone et l'équipement. Sur la

base des résultats de cet examen, le TCS décidera en 2020 s'il entend planifier un nouveau camping. L'objectif est d'assurer un dispositif de financement avec l'aide d'autres investisseurs et des collectivités publiques concernées, qui permette d'exploiter le camping sans pertes financières et avec un bénéfice à long terme pour la région.

Dès 2026, le canton souhaite renaturer l'espace occupé par le camping une fois que celui-ci aura été déplacé pour mettre en valeur la réserve naturelle du Fanel. Le ponton et la zone de baignade dans le lac de Neuchâtel resteront accessibles au public, tout comme le bâtiment des installations sanitaires. CBE

PUBLICITÉ

ACT

Votre nouveau fonds d'investissement durable

BANQUE BONHÔTE & CIE SA - Neuchâtel, Berne, Bienne, Genève, Lausanne